

LA RÉSIGNATION

À propos de l'auteur

Xavier Legay est né en 1986. Diplômé de droit public et de science politique, il a travaillé pendant cinq ans auprès du maire d'une grande ville des Hauts-de-Seine. Il est le co-auteur d'un essai économique sorti en 2012 intitulé *Les salaires trop bas nous coûtent trop cher* (éditions CulturKom) et a également publié une étude dans les *Cahiers de la sécurité* (éditions La Documentation Française) en 2015.

La Résignation est son deuxième livre après *Premier Décembre*, roman sur les Gilets Jaunes paru en février 2020.

XAVIER LEGAY

LA RÉSIGNATION

PAMPHLET

© 2020 Xavier Legay

Éditeur : BoD - Books on Demand
12-14 rond-point des Champs-Élysées, 75008 Paris
Impression : Books on Demand, Norderstedt, Allemagne

Couverture : icône dessinée par Eucalyp sur www.flaticon.com

ISBN 978-2-3222-3861-3
Dépôt légal : juillet 2020

Tous droits réservés,
y compris de reproduction partielle ou totale,
sous toutes ses formes.

Ce qui était tombé avait donné la drôle d'impression de recevoir un claquement sec. Un genre de petite correction symbolique, donnée à un peuple considéré comme attardé par des parents en mal d'autorité — parents eux-mêmes pris la main dans le pot de confiture de leur incapacité à régler le moindre problème sans en créer de nouveaux, encore pires.

Au tout début, les gens s'étaient vus incarcérés *pour quinze jours au moins*. Au moins : c'était ça, l'information à retenir. *Au moins*. Sans oublier tout le champ lexical qui accompagnait cette annonce : interdits, contrôles, sanctions. Comme d'habitude. Dans ce pays, il n'était plus possible de faire autrement que de recourir aux menaces permanentes. Des menaces pesantes, condescendantes, et même carrément discriminantes — tant l'on savait que les menaces et les sanctions qui les accompagnaient pouvaient différer en raison des territoires, des populations et, concernant ces dernières, de leurs capacités de nuisance.

Puis le coup des quinze jours, franchement, qui avait pu y croire ? Bien sûr que ce serait plus long ! C'est juste qu'il fallait y aller en douceur, marcher sur des œufs, éviter de trop faire peur dès le départ, pour mieux punir par la suite. L'infantilisation en marche, et avec le sourire.

Bien évidemment, à peine ce sinistre spectacle terminé, tous les médias s'étaient empressés de reprendre et de décortiquer cette allocution pleine d'emphase, qui ressemblait plus à du mauvais théâtre qu'à un véritable discours de chef d'État.

Il faut bien dire que le rythme avait été plutôt ennuyeux. La posture, pathétique. L'anaphore martiale, pénible. Du *moi Président* réadapté aux circonstances. Un remix du fameux *je suis votre chef*, cette fois-ci balancé à la figure de toute la population. Et puis, en toile de fond, la *guerre*. Quelle guerre ? Cette terminologie était grotesque ! La guerre, ça se fait avec une armée, des soldats en uniformes, des armes, des véhicules. On tue, on blesse. On blesse plus qu'on ne tue, d'ailleurs, question de stratégie. Un adversaire mort est certes disparu, et devient de fait inopérant, mais les vivants poursuivent le combat. Un adversaire blessé est hors-jeu, et les vivants s'en occupent pour l'extraire, le sauver, le soigner, et donc ne combattent plus. Logique.

Mais maintenant, qu'allaient devenir les vivants ?

Déjà, quelques jours auparavant, l'annonce inopinée de la fermeture de tous les lieux qualifiés de *non essentiels* (non-essentiels pour qui, d'ailleurs ?) avait créé un véritable vent de panique, entraînant dans son sillage des réactions aussi irrationnelles que disproportionnées. Par peur du manque, crainte de l'arrivée imminente de troupes ennemies (c'était la guerre, après tout) ou encore quelque chose qui ressemblerait à une catastrophe naturelle, des rayons entiers de commerces — désignés comme *essentiels*, eux — avaient été pillés, dévalisés, voire saccagés dans de nombreux magasins alimentaires, de la petite épicerie de quartier jusqu'à la grande surface de zone périurbaine. Avec les nouvelles restrictions qui s'annonçaient, les gens s'étaient même jetés sur le papier toilette, provoquant dans le meilleur des cas des pénuries, dans le pire des mini-émeutes. Des émeutes de papier toilette ! C'était une guerre contre la dysenterie ?

Alors qu'on découvrirait les mouvements de panique et les remplissages express de caddies qu'on bourrait de trucs inutiles — pourvu qu'on en ait le plus possible — l'autre conséquence amusante de ces annonces était le sauve-qui-peut généralisé qui agitait Paris. Sur tous les plateaux de télévision, on s'émeuvait de manière grandiloquente de ces départs de parisiens vers la province, qu'on accusait à tout-va d'aller répandre leurs postillons venus des *clusters* urbains jusqu'au fin fond des campagnes. Que n'a-t-on pas entendu, alors, sur ces gens irresponsables, dramatiquement égoïstes, voire criminels, qui préféreraient décamper — tant qu'ils en avaient encore le droit — au lieu de rester ici, sur place, pour faire face à la microscopique adversité ? Rester et lutter, comme autant de bons soldats mobilisés par le Chef de guerre d'une bataille imaginaire, comme autant de conscrits volontaires roulant dans des tranchées symboliques, autant de combattants d'une ridicule ligne de front allant de la chambre au canapé, du canapé à la cuisine avec, pour les plus chanceux, un balcon en guise de mirador.

Mais malgré les injonctions à avoir le *courage* de rester chez soi, ils avaient tout de même été des milliers, des dizaines, peut-être même des centaines de milliers à prendre la route en direction des quatre coins du pays, avant qu'il ne soit trop tard ! Après la débâcle du gouvernement face à une menace invisible, c'était maintenant l'heure de l'exode des vaincus. Vaincus sans combattre, une fois de plus. Comme un petit air de mai 1940, *Les Décombres* en version colorisée !

À peine quelques jours plus tard, l'ampleur du désastre était connue : l'opérateur Orange, dont on imagine sans peine les salariés (enfin, ceux qui n'ont pas envie de se suicider) en train de compiler des données savamment récoltées, de les *agréger* comme ils disent (afin de respecter l'anonymat des fuyards tout en les comptabilisant quand même) ; Orange donc, avait finalement permis de découvrir que 20% d'entre eux s'étaient fait la malle.

Un sur cinq. Quelle débandade !

Avec ces chiffres, une partie des commentateurs s'en était donné à cœur joie pour s'offusquer et désigner les exilés à la vindicte populaire, à grand renforts de reportages et d'indignation savamment dosée. Dosée, car tout de même : des anonymes partis pour éviter de rester coincés dans un deux-pièces à Bastille, c'était pas bien, mais des *artistes* de renom qui venaient étaler leur baraque dans le Sud-Ouest avec des trémolos dans la voix, ça en revanche, c'était acceptable — voire émouvant. Encore plus émouvant quand il s'agissait de plumitifs plus ou moins célèbres qui venaient raconter leur difficile retraite campagnarde dans des journaux de confinement larmoyants, et pour qui la seule préoccupation allait être de savoir comment ils pourraient se balader, au bord de la plage ou dans les forêts, sans trop se faire remarquer. Tout ça avait bien évidemment fichu la trouille aux habitants des cambrousses, qui redoutaient par-dessus tout de voir arriver ces *gagnants de la mondialisation* sur leurs terres. Et peu importait, d'ailleurs, si lesdits gagnants allaient dans leur propre maison, celle qu'ils avaient achetée avec leur propre argent et pour laquelle ils s'acquittaient, en bons citoyens, de l'écrasante fiscalité afférente.

Peu importait également s'ils étaient venus se planquer dans leur famille restée les pieds dans la bouillasse, habitants authentiques, encore enracinés et désormais tout contents d'accueillir pour quelque temps leur descendance ingrate partie s'embourgeoiser dans les grandes villes.

Peu importait, car on leur en voulait à ces déracinés, ces anciens-néo-urbains nouveaux-néo-ruraux, de rappliquer là, comme ça, pour profiter d'un peu du grand air et exercer leurs *bullshit jobs* de premiers de cordée à distance, loin de la pollution virale des grandes métropoles qu'on allait voir se transformer en gigantesques maisons d'arrêt à ciel ouvert.

En province, la réaction de quelques-uns, visiblement mécontents de l'invasion à venir, ne s'était pas faite attendre. On avait bien rigolé sous cape en découvrant, dans quelques coins prisés des citadins, que des voitures immatriculées en Île-de-France avaient subi quelques désagréments à coup de pneus stupidement déchiquetés. On aurait dit qu'ils avaient la trouille, les bougres locaux ! Mais de quoi ? Que la peste vienne frapper à leurs portes déjà fermées ? Quelle lâcheté !

Le plus pitoyable, c'est que pour certains d'entre eux, il était parfaitement logique que les citadins viennent claquer leur fric pendant les vacances, mais absolument inacceptable que les mêmes viennent se mettre au vert avant la mise sous cloche généralisée.

Si on s'attendait à ça.

Vraiment pas terribles, les premières réactions : après la panique, la jalousie. Ça réveillait quelques bas instincts, cette histoire. Et ça en disait déjà long sur ce qui se passerait par la suite.

Dans ce qui allait être l'organisation du pays pour quelques temps (à ce moment, il était impossible de savoir quand ces fichus évènements allaient prendre fin), un *état d'urgence sanitaire* avait été proclamé (on y reviendra), afin d'encadrer juridiquement les graves atteintes aux libertés publiques qui allaient devenir le quotidien de la population.

C'est dans ce contexte que la caste de technocrates qui dirige le pays s'était munie de dispositifs particulièrement humiliants, dont la représentation la plus effrayante avait sans doute été la mise en place d'une sorte d'*Ausweis* qui allait dorénavant être exigé pour pouvoir circuler. En langage bureaucratique, cela portait le doux nom d'*attestation de déplacement dérogatoire* et se résumait à une simple feuille à imprimer, avec des mentions stupides à cocher. Pour ceux qui n'avaient pas d'imprimante — à une époque où l'on vantait tant la dématérialisation, quel intérêt ? — il était possible de remplir ladite attestation sur papier libre, en précisant *la* ou *les* mentions stupides justifiant son escapade.

Alors que la simple mise en place de ce formulaire aurait dû alerter sur le caractère inquiétant des vellétés autoritaires du régime, c'est au contraire avec une passivité surprenante que cette mesure avait été reçue ! Sur la plupart des chaînes d'infos en continu (les chaînes d'infos en continu tenaient là un sujet en or : balayés les terroristes, dehors les gilets jaunes, dégagés les syndicalistes), on montrait à la population — présumée illettrée ? — comment bien remplir sa petite attestation, on expliquait la signification précise de chaque petite case, on s'interrogeait sur la création d'une

version numérique (qui viendra quelques temps après), on répondait à des questions importantes du genre « *peut-on cocher deux cases si on va faire du sport et qu'on fait les courses en rentrant ?* ». Bref, tandis qu'un état d'exception rigide et contestable se mettait tranquillement en place, on discutait encore de détails administratifs.

Ça avait occupé une bonne partie de l'actualité, d'ailleurs, cette histoire d'attestation. Les premiers jours, les envoyés spéciaux se multipliaient (ils pourraient demander le statut de reporter de guerre, après tout) afin de constater en direct comment se passaient ces ridicules contrôles. D'abord en se gargarisant de voir quelques types restés à Paris se faire sauter dessus par des flics revanchards (qui pouvaient enfin se promener sans recevoir des pavés sur le casque !), ensuite en alternant avec des reportages sensationnalistes pour aller vérifier comment cela se déroulait dans les *banlieues* et autres *quartiers populaires* — en espérant évidemment que ça se passe mal, sinon tout cela n'avait aucun intérêt.

Et comme attendu, dans ces coins-là, les gens étaient assez agités, sans grande différence avec les journées ordinaires pré-apocalypse. On y voyait des étals de marchés bondés, dégageant des odeurs d'épices qu'on pouvait deviner même à travers l'écran, on y voyait des légumes et des fruits être examinés, retournés, palpés avec attention (mais sans gants !) sous l'œil mi-goguenard mi-inquiet des journalistes, à côté de policiers encombrés qui ne savaient pas encore trop quoi faire, on y voyait des gens acheter de la bouffe par kilos entiers et les jeter dans de grands cabas multicolores, avec le commentaire qui va bien du style « *ici, les gens achètent à manger, mais sont trop près les uns des autres* ».

Dans les petits magasins entourant les places des marchés, c'était pire ! Carrément la cohue. Chacun jouait des coudes pour attraper des boîtes de conserves, des pâtes, des paquets de gâteaux, de l'huile, et plein d'autres vivres indispensables, sous le regard affolé des commentateurs. Tout ça le plus souvent sans attestation, bien évidemment. Décidément, sacrée désobéissance. Le vaudeville était bien rôdé, on en venait presque à assister à du comique de répétition tant les scènes se répétaient. Piteux au départ, les policiers imploraient un petit peu de discipline, d'abord gentiment, puis finissaient par gueuler au bout d'un moment, sans doute fatigués de parler dans le vent en permanence.

Il est vrai que le message avait par moment du mal à passer, et pas que dans les coins *populaires*. Si une bonne partie de la population s'était pliée à ces règles idiotes dès le début, par trouille ou par civisme (ça va souvent de pair), il y avait visiblement encore trop de monde qui prenait ça à la légère. Les reporters (de guerre), sur le terrain, montraient parfois les gens éviter les policiers, comme si de rien n'était, *quelque chose à se reprocher sans doute*, ensuite on voyait quelques personnes rechignant un peu puis finir par obtempérer — ou faire semblant ? — en promettant d'être en règle *la prochaine fois*, tandis que d'autres enfin se montraient parfois plus rétifs et que des discussions pénibles s'engageaient pour tenter tant bien que mal d'expliquer le bien-fondé (selon les autorités, évidemment !) des mesures en vigueur.

Les quelques démonstrations d'hostilité qu'on avait pu voir au tout début allaient vite être matées : on augmente les amendes, on intensifie les patrouilles policières. La mise au pas doit être *totale*, sinon, tout ça ne sert à rien !

Alors, on allait se faire plaisir, niveau surveillance. Flicage généralisé, cette fois ! Il faut que les consignes soient respectées, c'est un ordre.

À peine démarrait-elle seulement, que cette situation allait pourtant assez vite se révéler injuste — et pour tout le monde, finalement. Injuste pour les flics eux-même, déjà, envoyés dehors (presque) partout, pour aller se faire éternuer à la tronche à chaque fois qu'ils demandaient à voir ce bout de papier insupportable, et sans les petits masques qui vont bien, évidemment. La hiérarchie était formelle : il ne fallait pas effrayer les gens ! Enfin, officiellement, car en réalité, il n'y avait évidemment pas assez de matériel pour tout le monde. C'était un peu comme pour les gilets pare-balles, en gros : on se partage quelques gilets périmés pour toute une brigade, et tout le monde est content ! Bref, il n'y avait pas assez de matériel prophylactique, donc, et chacun avait pu s'en rendre compte, grâce à Twitter. Comme on le disait clairement sur les ondes radio : les masques, ça doit rester dans les bagnoles ! Ça avait fait jaser, évidemment, surtout à la vue de la psychose ambiante qui commençait à se mettre en place. On se disait (pas forcément à juste titre, d'ailleurs) que ça allait être super facile alors, pour le vilain petit virus, d'aller se balader de contrôlé en contrôleur, de contrôleur en contrôleur, puis de contrôleur en contrôlé — histoire d'être certain de ne rater personne ? Car si le bidule n'a pas de passeport et ne reconnaît pas les frontières, il ne devrait pas non plus reconnaître les uniformes, logiquement ?

Alors c'est vrai qu'on pouvait en penser ce qu'on voulait, mais exposer les flics comme ça alors même qu'on commençait à nous bassiner avec des restrictions absurdes qu'on voulait nous faire respecter à tout prix, c'était assez hypocrite de la part du gouvernement — qui avait en plus osé prétendre que les forces de l'ordre ne craignaient rien !

Pourtant, il y avait bien de quoi se poser quelques questions, tout de même. On décide d'enfermer tout le monde car c'est trop dangereux de rester dehors, mais ceux qui restent dehors à empêcher tout le monde de sortir, ce n'est pas dangereux pour eux ? Bravo l'incohérence, encore une fois.

Ça avait tellement mis les boules à certains, d'ailleurs, qu'on avait vu quelques syndicalistes policiers en arriver à carrément évoquer le grief de « *mise en danger de la vie d'autrui* » à l'encontre de leur hiérarchie ! Peine perdue sans doute, ou qui portera peut-être ses fruits longtemps après, à moins que ça ne finisse par tomber aux oubliettes, une fois de plus. Seul l'avenir le dira. Il n'y a de toute façon pas beaucoup de leurs revendications qui sont écoutées, dès lors qu'elles concernent autre chose que la protection du régime lui-même. Mais en attendant, on allait bien demander aux policiers de faire leur travail. Ils sont là pour ça, après tout.

À supposer aussi qu'on le définisse et qu'on l'encadre, ce boulot... Et forcément, avec le flou qui régnait, ça allait d'abord créer des interrogations, puis des débordements, comme pendant les manifs ! Même s'il ne faut évidemment pas mettre tous les flics dans le même panier à salade, on allait vite remarquer que leur demander de faire respecter des

règles délirantes et disproportionnées risquait d'occasionner quelques dérives — et notamment un bel excès de zèle chez certains qui allaient démontrer un enthousiasme particulier à contrôler que les petits papiers sont remplis correctement.

Le pire, c'est que ça allait se vérifier rapidement, et plus rapidement qu'on ne le croyait ! C'était prévisible, car forcément, il y avait eu un peu trop de flottement, au début. Pas énormément de sanctions, beaucoup de parlotte, et même quelques forces de l'ordre compréhensives (voire pédagogiques), qui avaient eu le bon goût d'essayer d'*expliquer* au lieu de sanctionner n'importe comment.

Tout cela était bien gentil, mais ça n'allait peut-être pas suffire à faire accepter cette situation qui était tout de même la priorité absolue pour les pouvoirs publics — ils l'avaient suffisamment répété !

Alors très vite, on a voulu serrer la vis, montrer que c'était pas de la rigolade, qu'il fallait obéir, même si ça pouvait paraître absurde et injuste. Et il y avait de quoi trouver qu'elle était injuste, cette situation. Ça deviendrait flagrant au fil du temps, et ça commençait déjà à prendre une tournure vraiment inquiétante, d'autant qu'on avait assez rapidement compris que cette volonté d'enfermement collectif ne servait en réalité qu'à une chose : compenser les errements d'un gouvernement qui n'avait pas su prendre la mesure de quoi que ce soit, n'avait rien prévu (ou faisait semblant de n'avoir rien prévu ?), se contredisait sans arrêt, se permettait de mentir au peuple en permanence et même, parfois, de carrément le moquer.

Il était clair que le régime dérogatoire auquel la population venait d'être soumise, cet état d'exception qu'on demanderait à la police de faire respecter jusqu'au-delà du raisonnable, ressemblait tout de même à une véritable monstruosité bureaucratique. C'était une sorte d'aberration juridico-administrative aussi angoissante qu'infantilisante en plus d'être hypocrite — sachant pertinemment que c'était le manque de tout le matériel nécessaire qui avait motivé les pouvoirs publics à décréter cet enfermement général situé à mi-chemin entre la Chine communiste et la quarantaine moyenâgeuse.

Drôle d'idée, mais qui avait eu le mérite, pour nos dirigeants, d'opérer un habile transfert de culpabilité en rejetant la responsabilité sur la population dans son ensemble, histoire de bien se dédouaner de tout ce qui ne fonctionnait pas.

Les hôpitaux engorgés, les services d'urgence saturés, la défaillance en matière de lit et d'appareils ? C'est pas eux. Le manque de masques (ceux qui ne servent à rien et qu'on ne sait pas utiliser), l'absence de tests et de plein d'autres trucs utiles ? Toujours pas eux. Et le mieux : la fermeture des frontières, les contrôles aux aéroports, l'isolement des voyageurs étrangers — surtout ceux qui viennent des zones où ça toussote dur — bref, les mesures de simple bon sens appliquées par le monde entier (et même recommandées par l'OMS en cas de pandémie, la même OMS qu'on adore écouter quand ça va dans le sens de l'idéologie mais qu'on écoute plus du tout dans le cas contraire), c'était pas une bonne idée ?

Pas besoin ! Pas de passeport, on nous l'a déjà dit. Même si un peu de bon sens suffisait pour comprendre qu'un virus ça loge dans un hôte et que l'hôte, lui, il peut avoir un passeport, peut-être ?

Mais non, on soutenait bien entendu que ça n'avait rien à voir. La frontière, ça ne sert à rien, bande de repliés ! Hors de question de fermer la France. Et puis quoi, encore ? Il faut rester grand ouverts, bien *européens*, on ne va tout de même pas songer à mettre des barbelés autour du pays, quand même ! On se contentera de « fermer les frontières de Schengen ». Logique, quand on nous rabâche à longueur de journée que l'Europe est devenue « *l'épicentre de la pandémie* ». Maintenant qu'on se partageait un sanatorium géant, c'était évidemment trop tard pour réagir !

En revanche, *fissa* dans vos chambres. Et qu'on y reste, surtout. Désormais, les postes de douane, c'est en bas des immeubles et devant les maisons.

Pas le choix, il fallait donc rester chez soi. Ça pouvait paraître supportable — au moins pendant un temps — pour ceux qui vivaient à plusieurs (surtout avec un peu d'espace), mais peut-être un peu moins pour les autres. Parce que oui, c'était bien beau tout ça, mais on ne pensait pas beaucoup à ceux qui créchaient dans des petits appartements, ni aux solitaires. Souvent les mêmes, d'ailleurs, qu'ils soient seuls *tout seul* ou seuls *à deux*. Être deux n'empêche absolument pas d'être seul : la solitude, c'est comme la misère, ça peut se partager. Alors, qu'est ce qu'ils allaient bien pouvoir foutre, tous ceux-là ? Pour eux, cette situation pouvait assez vite se transformer en cauchemar : les voilà qui se retrouvaient désormais seuls et prisonniers. Prisonniers de leur solitude ! Et on ne parle pas ici de ceux qui appréciaient d'être seuls. La solitude, parfois, c'est un choix, pas une fatalité. Pareil pour l'enfermement, d'ailleurs. Pour certains, l'enfermement du corps n'est pas celui de l'esprit, beaucoup s'enferment et s'isolent, question de personnalité. Grand bien leur fasse.

Non, le problème, c'est ceux que ça angoissait, qui vivaient mal cette injonction délirante, à mille lieues des nécessités humaines. L'Homme étant *un animal social*, comme le dit le vieux poncif aristotélicien, il a besoin de contact, d'échanges, de liens. Pas fait pour rester en cage, simple affaire de santé mentale. Et finalement, ça s'applique aussi aux casaniers, c'est juste une bête question psychologique : avant tout ça, être enfermé était une démarche volontaire, à laquelle il était possible de mettre fin juste en sortant, alors que dans ce contexte, rester chez soi voulait dire rester

enfermé au sens carcéral du terme, claquemuré dans son propre domicile, autorisé seulement à rejoindre l'espace public pour des déplacements dits *essentiels*, muni d'une attestation dite *dérogatoire*. En somme, sortir de sa prison revenait à s'accorder une liberté conditionnelle autogérée ! Ça mettait tout le monde sur le même plan, finalement. C'est comme si on fouettait tout le monde de manière obligatoire : même ceux qui payent pour se faire fouetter de temps en temps finiraient sûrement par en avoir ras-le-bol d'être fouetté tout le temps et sans leur consentement.

Et bien, pour la réclusion, c'était tout pareil !

C'était pratique, de forcer les gens à rester chez eux. Parfait pour renforcer la communication, sans qu'on puisse aller vérifier quoi que ce soit. Tout le monde se retrouvait obligé de croire que tout ce qu'on leur disait était la réalité. Pourtant, la réalité brute, ça n'existe pas vraiment. Le réel, c'est surtout ce qu'on en fait. Ça se présente, ça se travaille. Ça s'enjolive ou ça s'assombrit, tout dépend de l'objectif recherché. Dans le cas présent, le seul objectif semblait être de distiller la trouille, la crainte, de faire croire à l'*Armageddon* pour mieux déresponsabiliser, et finalement mieux contrôler. Le contrôle, c'est évidemment plus facile quand la peur s'installe, et la télévision était pour ça l'outil idéal. Ce qui pouvait être d'ordinaire une « fenêtre sur le monde » allait devenir un miroir hypnotique des craintes du moment, un genre de *télécran* orwellien qui aurait désormais pour unique fonction que de maintenir une pression aussi artificielle que malsaine sur la population, sans doute pour que le couvercle de mensonges et de manipulations qui venait d'être posé sur le pays ne soit pas éjecté trop rapidement.

Aussi, depuis plusieurs jours (plusieurs semaines, en fait, même si on ne s'en était aperçus qu'à la faveur de l'enfermement) on se retrouvait quotidiennement gargarisés d'informations anxigènes, tragiques, savamment mises en scène par des médias qui avaient trouvé là un moyen efficace de diffuser une véritable drogue en perfusion à tous les embastillés, contaminés par la peur.

C'était d'ailleurs très bien mis en scène, un véritable chef-d'œuvre de propagande ! En continu, les hypothèses les plus folles et les prospectives effrayantes s'accumulaient : aux tableaux succédaient des graphiques, aux graphiques succédaient des courbes, des schémas, des chiffres bizarres balancés les uns après les autres, abondamment commentés, décortiqués, analysés par des intervenants qui radotaient chaque jour les mêmes inepties. Des tas de médecins, scientifiques, journalistes médicaux, journalistes scientifiques, médecins-journalistes et simples chroniqueurs venaient étaler leur méconnaissance du sujet sur tous les plateaux, s'écharpaient sur la conduite à tenir, semblaient participer à un concours absurde où le gagnant serait celui qui injecterait le plus de frousse à une population partagée entre inquiétude et incompréhension.

Et le pompon était à accorder au Directeur général de la Santé qui apparaissait, chaque soir, pour égrener son décompte mortuaire d'un ton emprunté. L'avalanche des morts, des réanimés, des malades, des entrés, des sortis, des revenus, des presque malades et des pas encore ressuscités avait achevé de transformer ce fonctionnaire engoncé en une sorte de croque-mort pas vraiment télégénique — mais suffisamment angoissant pour satisfaire l'envie de trouille des téléspectateurs.

Difficile d'échapper à tout ça. Il n'y avait qu'internet pour s'évader, et c'était bien le seul espace qui donnait (pour l'instant encore) un peu de liberté ! Ici, la donne était différente : si les relais des médias officiels sur les réseaux sociaux prêchaient une parole convenue, de plus en plus d'informations alternatives commençaient à circuler.

Des groupes de discussion comptant parfois plusieurs dizaines de milliers de membres s'étaient formés, permettant à chacun d'y aller de sa petite théorie, de sa propre analyse, de son interprétation des événements. Certains acharnés pouvaient rester des heures à étudier ce qui s'y disait, à regarder des vidéos mal montées et à lire des articles provenant de sources plus ou moins douteuses, à échanger des messages avec d'autres types perdus qui se posaient mille questions sans obtenir de réponses.

Même si au fond, ce n'était pas vraiment des réponses que ces gens cherchaient. Plutôt une communauté, un retour à une forme de socialisation, ce lien dont ils manquaient parfois cruellement dans la vie réelle et qui leur était maintenant permis, facilité par l'anonymat des réseaux et le gigantisme du monde numérique ; là où se retrouvaient tous ces individus atomisés, broyés, cassés, qui exprimaient leur dégoût et leurs craintes avec plus ou moins de brutalité, dans des tirades à l'orthographe parfois approximatif, fustigeant la vilénie de ces élites toujours promptes à répondre aux cris de détresse par un mépris à peine dissimulé.

À tort parfois, à raison souvent, tous savaient qu'on leur mentait, qu'on les manipulait, qu'on se foutait d'eux en continu. Et chaque jour qui passait ne faisait qu'alimenter la colère collective.

Parmi les réfractaires justement, on avait vu émerger un genre d'idole post-moderne, incarnée par un savant marseillais (il faut éviter le jeu de mot *savant de Marseille*, trop utilisé pour conserver son caractère amusant), et qui était devenu en quelques jours un symbole populaire mêlant à la fois l'espérance à la contestation. Évidemment, à une époque superficielle et narcissique où une image vaut réellement mille mots — même lorsque ces mille mots ne peuvent être illustrés par aucune image — on s'était davantage concentré sur la forme de la communication que sur le fond du propos.

Il faut bien dire que c'était nettement plus facile ! Quand l'objectif affiché et partagé à tous les niveaux de la vie publique et médiatique est de terroriser la population, il est logique qu'un type porteur de nouvelles rassurantes soit rapidement vu comme un problème. Alors, en venir à dire que c'en est déjà fini de la vilaine maladie au moment même où la psychose commence tout juste, ça la foutait mal. Tout le monde se rappelle bien de la fameuse video intitulée *Coronavirus, fin de partie !* dont le titre avait été jugé si scandaleux qu'il en avait été qualifié de *fake news* (par le ministère de la Santé !) jusqu'à en devoir être modifié pour rester en ligne. Pourtant, il n'y avait pas que des bêtises là-dedans, loin s'en faut. Mais c'était sûrement pas assez anxiogène, pas convenable, trop bas sur l'échelle du trouillomètre. Puis ça paraissait trop crédible, en plus : ça ne venait pas de n'importe qui, mais d'un personnage tout de même assez légitime dans le milieu scientifique ! Enfin, légitime certes — mais qui avait eu la malheureuse idée de ne pas vraiment ressembler à ses collègues. Et il allait le payer !

L'argument de poids qu'on lui opposait : il a pas la touche habituelle qu'on attends à ce niveau-là, c'est suspect ! Difficile à attaquer sur le fond, alors on s'en était pris à sa dégaine. Pas bien les cheveux longs. Pas bien la bague tête-de-mort, trop gothique, pas assez scientifique. Satanique peut-être ? Elle avait une bonne touche, pourtant, la figure christique du druide gaulois qui commençait à faire peur aux labos pharmaceutiques avec sa marmite de potion magique. Et bien non, en dépit d'un CV long comme le bras et d'une réputation internationale, ça n'allait pas. Trop *rock'n'roll*. Pas assez consensuel. On lui a même collé un gilet jaune sur le dos, alors qu'il n'avait rien demandé ! On voyait là l'illustration parfaite de ce qui commençait à leur poser problème, au fond : la désobéissance.

Il était hors de question de laisser qui que ce soit tenir une autre ligne que la ligne officielle, fut-il un mandarin qui compte parmi les meilleurs spécialistes mondiaux. Au départ, certains disaient seulement qu'il « cassait les codes » sans pour autant oser remettre en question ses compétences. Mais très vite la plupart des commentateurs allaient s'accorder sur les anathèmes à la mode pour le disqualifier, quand les plus méchants (et les plus bêtes?) en arriveraient même à parler de *populisme médical*. Il faut dire qu'il n'avait pas eu de chance : d'un seul coup, on s'apercevait que tous ses soutiens avaient en commun un rejet quasi-viscéral du gouvernement et de ses affidés. Drôle de hasard. Tout ça prenait brusquement une coloration politique, car toute la dissidence plus ou moins acceptable (et acceptée) s'était prise de sympathie pour ce médecin qui n'avait pourtant en tête qu'une seule chose : faire son travail sans chichis.

Son triptyque n'était pourtant pas très compliqué. Tester, isoler, traiter. Une méthode simple, qui sentait le bon sens à plein nez. Un mantra qui n'avait rien d'une formule magique mais qui supposait d'avoir un peu de cran, c'est-à-dire laisser les toubibs faire leur travail de toubib. Pas évident, pour une large frange de faux Hippocrates — mais vrais hypocrites — qui passaient plus de temps à faire de la retape à la télé qu'à arpenter les couloirs de leurs hôpitaux.

Et ce sont ceux-là, les professionnels de la profession, parés de diplômes en veux-tu en voilà, armés de leur science mais coupables d'erreurs d'appréciation à la pelle, qui se sont abattus en meute sur ce pauvre Professeur en lui reprochant de prendre trop d'initiatives, d'agir *hors des protocoles* (pourtant, c'était la guerre, pas de temps à perdre !) voire de « mettre en danger ses patients ». Ben oui, il mettait en danger tout le monde, avec ses médicaments qu'on file à tous les gars qui vont en Afrique, pour éviter qu'ils attrapent le paludisme. C'est bien connu, ça fait soixante-dix piges qu'on cherche à tuer tous les voyageurs. C'était pour ça que les gens faisaient la queue pendant des heures devant son institut : pour aller à l'abattoir, comme un gigantesque troupeau de moutons ! Pour aller se faire euthanasier en douceur à coup de pilules à trois euros, plutôt que d'attendre de mourir étouffés par leurs glaires dans les couloirs d'un hôpital.

Encore une fois, c'était facile à comprendre : une part entière de la population avait été hypnotisée, voire ensorcelée par le vilain gourou mystique — par ailleurs éminent spécialiste de microbiologie — qui avait eu le mauvais goût d'inspirer confiance à une grande partie des Français, fatigués d'être pris pour des abrutis. Inacceptable !

Alors, ça a été drôlement rapide la cabale contre l'illuminé. Au bûcher, le sorcier ! Ça s'était mis à gronder très dur chez les médecins étatiques, qui avaient un peu de mal à supporter qu'on puisse aller dans un autre sens que dans le leur, en remettant en cause la plupart de leurs affirmations péremptoires. Impensable, même.

Surtout que non seulement ce type au bord de la mer se permettait de penser qu'enfermer tout le monde n'était pas la solution idéale, se permettait de soigner les gens sans attendre pendant des semaines les résultats d'hypothétiques essais cliniques, mais se permettait, en plus, de faire des vidéos pédagogiques sur internet pour expliquer sa méthode, et sans passer par le filtre de la *Propagandastaffel* médiatique.

Diantre.

Et tout ça, sans les autorisations du bureau politique de la Santé. Ça ne pouvait plus durer, il fallait bien qu'il finisse par se taire ! Avec son cinéma, il risquait de devenir vraiment trop rassurant et de mettre un coup d'arrêt à la bonne dynamique de terreur enclenchée, qui commençait à peine à porter ses fruits.

Pendant ce temps, ça commençait à y aller sec, sur les restrictions de libertés. Confiné voulait dire *restez-chez-vous*, c'était tout de même pas compliqué à comprendre, non ?

En plus, on le répétait toute la journée !

C'est vrai que, globalement, on se réjouissait qu'une large majorité de gens « respectent » ce qui leur était imposé (étonnant, d'ailleurs, cette propension à l'obéissance générale), mais tout de même, il y avait encore une infime minorité de réfractaires à qui ça ne plaisait pas des masses de jouer au prisonnier — et qui avait le mauvais goût d'aller mettre le nez dehors un peu trop régulièrement. Alors, pour que tous les irresponsables comprennent, pas d'hésitation : le képi et la matraque, le carnet à souche et les patrouilles.

Et qu'on s'assure que les gens arrêtent de traîner.

Cela faisait un drôle d'effet de voir soudainement une telle mobilisation de forces de l'ordre, d'autant qu'on allait assister au fil des jours à quelques dérives dans les contrôles. Dérives qui en diraient assez long, au fond, à la fois sur le rapport à la liberté chez les corps constitués et sur le rapport à l'obéissance dans la population. Difficile à expliquer, l'obéissance, si ce n'est par la peur évidemment, comme toujours. Après la double peine, c'était cette fois la double peur ! Peur de la maladie et peur de la répression. C'était bien pratique, la peur. Le meilleur moyen d'abdiquer. Après tout, c'était pour le bien collectif. Et tant pis si la recherche du bien doit faire, au final, plus de mal que de bien.

C'était là une vraie question, mais qui n'était, pour le coup, pas tout à fait nouvelle.

Il y avait déjà eu, ces dernières années, quelques contextes troublés qui auraient dû amener à réfléchir plus attentivement sur l'équilibre à trouver entre sécurité et liberté. Depuis les attentats islamistes, notamment, qui avaient induit l'état d'urgence pour lutter contre le terrorisme. Objectif louable, personne n'en disconviendrait, mais qui avait eu son lot d'interrogations charriées par ce dispositif dérogatoire au droit commun, avec pour mot d'ordre de garantir la sécurité partout — et tant pis si assurer celle-ci restreignait un peu les libertés. Finalement peu s'en souciaient, du moment qu'on pouvait éviter de se faire tuer en prenant un café ou en allant regarder un spectacle.

Puis il y avait eu ensuite les grosses manifestations de 2018 et 2019, émeutes sociales et politiques, contestations venues des tréfonds d'un pays en souffrance, entraînant dans leur sillage de nouvelles interrogations, plus générales cette fois, sur le maintien de l'ordre, la répression, le rôle de la police, son image, le respect du droit, la déontologie, la proportionnalité des ripostes. Les arrestations préventives, aussi, étrange mode opératoire où l'ordre politique se confondait un peu trop facilement avec l'ordre public. Et les mots véhéments qui illustraient un rejet de plus en plus massif : brutalité, répression, méfiance, incompréhension.

Les forces de l'ordre finissaient par être considérées, dans une partie de la population, comme étant uniquement au service du pouvoir, désormais garantes de la pérennité du régime, et non plus de la protection de chacun. La défiance devenait permanente, et n'était plus seulement l'apanage des délinquants ou des anarchistes. Ce déficit de confiance allait forcément avoir des conséquences à un moment où l'on instrumentalisait (encore) la police à des fins politiques.

Finalement, c'était sûrement resté dans l'inconscient collectif, tout ça. Déjà que personne n'aimait croiser des flics en temps normal, ça avait drôlement empiré, d'un coup. Alors on les voyait bien, les gens qui commençaient à faire attention, qui cherchaient à éviter la patrouille, ou même qui attrapaient des réflexes de criminels en cavale juste pour aller prendre l'air. Normal, depuis qu'on avait criminalisé les sorties. Sale ambiance, tout de même, que de considérer le promeneur comme un braconnier qui doit se méfier du garde-chasse.

Et pourtant, c'était pas juste se méfier, ce qu'il aurait fallu faire. C'était une grève du petit papier ! Un grand refus collectif de l'auto-humiliation par l'auto-attestation, ça en aurait eu de la tronche. Ça aurait été une belle résistance à l'oppression pour tous ceux qui croient voir du fascisme partout — notamment les petits libertaires d'opérette ou les contestataires du dimanche.

Mais on les a pas entendus, ceux-là. Ils l'ont bien fermé, comme tout le monde. À la guerre comme à la guerre, on a les maquisards qu'on mérite ! Et même si là, les forces d'occupation ne venaient pas de très loin, elles agissaient tout de même assez bizarrement, comme si elles s'étaient d'un seul coup retrouvées face à des millions de délinquants en puissance à qui il fallait bien montrer qu'on ne badine pas avec la loi et l'ordre.

La voie publique, maintenant, c'est sans public.

Et prière de s'y plier en trouvant ça normal, sous peine de sanctions.

Tout ce cirque au nom de *l'ordre public* donc, évidemment. C'est important l'ordre public, et ça contient en plus une composante sanitaire — à ne pas confondre avec la santé publique, ça c'est autre chose — qui permet de prendre plein de mesures coercitives, en toute légalité. Même si avant toute chose, il faut rappeler l'essentiel : en matière d'ordre public, la liberté est la règle, et les restrictions de police l'exception ! Pas nouvelle, cette règle. Jurisprudence du Conseil d'État, 1917. En pleine première boucherie mondiale, quand on pataugeait dans le sang et la bouillasse pour achever la destruction de la vieille Europe — et avec de vrais guerriers dans de vraies tranchées, pas une guerre de planqués petit-bras. À l'époque, ceux qui voulaient rester chez eux, c'était à coup de baïonnette dans les fesses qu'on les envoyait se faire casser la gueule. Finalement, avec un siècle de recul, peut-être bien qu'ils auraient préféré se faire casser la gueule pour rester chez eux, comme les guerriers d'aujourd'hui. *O tempora, o mores.*

Alors, c'était tout de même un bon socle juridique, cette notion d'ordre public sanitaire. C'est comme ça que le gouvernement, après tant d'agitation et de rodomontades, avait pu sortir de son chapeau le fameux *état d'urgence sanitaire* (terminologie parfaite, résumant impeccablement la situation en trois mots) qui allait donc permettre de sortir une flopée de textes imbuvables, avec une double fonction essentielle : restreindre les libertés et libérer les restrictions.

Et ça n'avait évidemment pas traîné, d'autant qu'au milieu du renoncement collectif, il y avait tout de même quelques esprits un peu plus libres qui commençaient à trouver le temps long. Pas assez nombreux, peut-être, mais il y en avait. Après, c'est sûr que c'était pas facile de résister à la propagande — sachant à quel point la santé est un sujet sensible. Dès le début, la sidération avait bien fait le travail. Forcément, l'appréhension de l'inconnu, ça n'aide pas à être trop aventureux. Alors on observe, on tâtonne, on réfléchit. On se dit que peut-être, tout de même, *après tout*, il est possible que le danger soit là, partout, tout autour de nous. Puis rapidement, quelques-uns réalisaient quand même que tout ça était bizarrement anxiogène, que tout ça avait un peu l'air mis en scène, peut-être même un peu exagéré, qui sait ? Le ciel était-il vraiment en train de nous tomber sur la tête ?

D'autant qu'il était drôlement beau, le ciel, et depuis un bon moment. Sacré pied-de-nez de la nature, tout de même : pas un seul nuage à l'horizon, juste au moment où il est interdit d'en profiter ! Il avait même fait particulièrement chaud pendant plusieurs jours, plus chaud que d'habitude à la même période. L'avantage de tout ça, c'est qu'on parlait un peu moins du réchauffement de la planète, et des autres obsessions écologistes en général, subitement mises de côté par la *catastrophe sanitaire*. Toujours était-il que le climat (réchauffé ?) avait eu le défaut d'agir comme une incitation à braver les règles édictées, l'humain ayant un besoin important d'ensoleillement — nécessité biologique, naturelle, pour bénéficier des nombreux bienfaits du soleil en matière d'apports vitaminiques. Alors justement, quoi de mieux que de profiter du beau temps pour se renforcer !

Puis ça ne doit pas craindre grand-chose, non ?

Et bien non ! Il fallait surtout pas croire que ça allait tuer la grippe. Non, non, non ! Bizarre. Pourtant, ça renforce pas le système immunitaire, le soleil ? Ça n'aide pas mieux à lutter contre les vilaines maladies ? Non. C'est pas une excuse suffisante. Sinon, on peut vraiment tomber malade quand il fait 25° tous les jours ? Possible, nous ne le savons pas encore ! Nous ne savons pas grand chose, décidément. La *saisonnalité* du virus n'est pas établie, impossible de prévoir si tout ça va s'arrêter avec l'été. Alors, que ça puisse se calmer dès le printemps, on préfère ne pas y penser. Et tous ceux qui le croient doivent se taire ! Pour le moment, le bronzage c'est dans le jardin, sur le balcon, et à la fenêtre. Ou même sur les toits des immeubles. Ça, c'est encore légal. Le seul risque reste juste de se faire mater en bikini depuis un hélicoptère ou par les caméras d'un drone.

L'utilisation des drones, tiens, en voilà une idée qu'elle-était-bonne pour surveiller tout le monde ! Quand on avait vu ça chez les Chinois, tout juste quelques mois avant, beaucoup avaient pourtant poussé des cris d'orfraies devant un tel niveau de surveillance. Étrange, car chacun sait bien que dans une dictature communiste, on ne s'embarrasse pas franchement du respect des libertés individuelles...

Alors, qu'est ce qu'il y avait de choquant ? Que les drones aillent jusqu'aux fenêtres pour vérifier que les gens sont chez eux ? Oui, ça c'est choquant, on fait ça seulement dans un régime totalitaire. Pas de ça chez nous ! Alors, quoi d'autre ? Que les petits aéronefs télécommandés soient munis de hauts-parleurs pour engueuler les promeneurs et les rappeler sévèrement à l'ordre ? Tiens, ça, en revanche, c'est pas bête. C'est plutôt ludique, et ça a l'air très efficace.

Ça économise des effectifs, tout en assurant un bon respect de la *distançiation*. En fait, c'est pas tellement dictatorial, pour le coup. On pourrait peut-être même y penser. Assurer une surveillance aérienne panoptique en continu de la population et pouvoir *illico presto* inviter les contrevenants à rester chez eux, c'était bien tentant ! Pourquoi se gêner, donc ? Pas de raisons, en effet.

Dans certains coins, on s'était jeté sur l'opportunité pour en faire des caisses et montrer qu'on était à la pointe du voyeurisme — en toute légalité bien sûr. L'usage des drones ça ressemble à du totalitarisme, mais ici c'est bien *encadré*, bien *réglementé*. Pas possible de sortir du cadre, il y a des lois qui doivent s'appliquer à tous. Le cadre légal protège, c'est rassurant. Après, il ne reste qu'une seule question qui puisse poser un léger problème : qui fait la loi ? Le droit, c'est très bien, mais il faut tout de même garder à l'esprit que le droit reste le fruit d'un rapport de force politique, et pas une vérité immuable. Ceux qui décident le font pour tout le monde, et malheureusement, niveau contre-pouvoirs dans notre pays, on peut mieux faire. Il n'y a que le Conseil d'État qui finirait par se réveiller, mais un petit peu trop tard.

De toute façon, en attendant, c'était bien dans le sens du pouvoir et du renforcement des contrôles, qu'on allait ! Ça fleurissait, les initiatives en tout genre pour restreindre, restreindre et restreindre encore.

Parfois c'était marrant, parfois un peu moins. Et ça ne devenait plus du tout marrant quand certains se sont mis à vriller totalement, quitte à faire n'importe quoi.

On avait pu alors assister à un vrai concours d'idées farfelues (ou plutôt assez tordues) et sacrément cocasses, dans toute cette histoire. Il faut avouer que c'était là une belle occasion de se faire remarquer, de capter la lumière, briller, être plus royaliste que le roi en cherchant comment en faire des tonnes pour être meilleur que les autres, le tout sur fond de bonne grosse récupération. Les querelles politiques ne s'arrêtaient jamais ! Heureusement, quelque part. Ça nous sortait un peu de l'apathie dans laquelle on était, ça permettait de parler un peu d'autre chose que de médecine. Mais ce qui était dommage, c'est que ça se faisait — encore une fois — au détriment de la liberté.

Comme c'était la mode, d'être le plus restrictif possible, on avait pu voir plein de maires, dans différents coins de France, rivalisant d'imagination pour prendre les mesures les plus liberticides possibles. Par exemple, quand certains décrétaient des couvre-feux à 23h, les voisins en décrétaient aussi, mais en les faisant démarrer à 22h ! Tout ça pour démontrer qu'au niveau local on assure, pendant que là-haut, ce sont vraiment de gros mollassons.

Il y en avait eu un, aussi, qui voulait forcer les gens à porter des masques dans la rue (ça va devenir un grand sujet, par la suite). Et pourquoi donc ? Pour montrer que l'État a été nul sur les masques ! Puis au tour d'un autre, qui voulait faire voler ses propres drones municipaux. Pourquoi ? Pour montrer qu'il a une ville super efficace, qui peut acheter plein de matériel de surveillance et être encore plus performante que l'État pour faire respecter les règles !

Après, c'est encore un autre qui s'était fait remarquer, en se mettant à enlever ses bancs publics (carrément !) afin de bien s'assurer que les gens n'aient pas la mauvaise idée de s'asseoir au soleil. Et pourquoi donc ? Pour montrer qu'il est encore plus prévoyant que l'État dans la protection de gens, voyons. Chez lui, on ne s'assoit pas ! L'extérieur c'est pour marcher. *Ville dynamique*, et tant pis pour les petits vieux qui voudraient se poser un peu au soleil pendant leur pauvre heure de balade autorisée.

Et puis d'autres ont littéralement pété les plombs ! On en a vu un — encore plus dingue que les précédents — qui voulait obliger les gens à acheter plusieurs baguettes de pain d'un coup, sous peine de verbalisation (heureusement, c'était pas légal), et qui a même songé à limiter les déplacements à dix mètres autour de son domicile. *Dix mètres* ! Heureusement, pas légal non plus. Il est bon à enfermer, Monsieur le Maire ! Et qu'on s'assure que sa cellule soit la plus petite possible, ça lui fera les pieds.

Belle émulation entre les premiers magistrats de chaque ville, en tout cas. On voit bien que protéger la santé de ses administrés (et donc de ses électeurs) c'est décidément très important.

Avec ces exemples absurdes, il avait été réellement frappant, voire carrément choquant, d'observer tous ces édiles tentés d'un seul coup par un basculement dans une forme d'autoritarisme municipal, avides de petit despotisme local, se comportant soudainement comme des mini-tyrans communaux qui trouvaient dans cette crise un moyen d'exprimer leurs fantasmes d'ordre, d'autorité, de pouvoir absolu et autocratique. Le tout au sein des limites de leurs territoires, confettis insignifiants à l'échelle du pays mais qui

s'étaient retrouvés en première ligne par l'incurie de l'État, d'ordinaire hyper-centralisé mais tout à coup apparu comme disloqué, affaibli, disqualifié par sa gestion catastrophique de ces événements. C'était les Girondins contre les Jacobins ! Chouette, après avoir fait la guerre depuis son canapé, on en revenait maintenant à la Révolution — et tant pis pour l'anachronisme et la simplification, l'essentiel, c'est l'idée.

Néanmoins, il ne fallait tout de même pas que la blague dure trop longtemps. Rapidement, certaines initiatives ont (heureusement) été contestées, et il a été rappelé aux petits Pol-Pot municipaux qu'il existait quelques limites à l'indécence — notamment juridiques. Si les *circonstances locales* ne le justifient pas, alors il n'est pas question de prendre des mesures qui « nuiraient à la cohérence de la réponse nationale face à la catastrophe sanitaire ». Et toc ! Pareil pour les restrictions de circulation : ça reste la chasse gardée du pouvoir central. On ne va pas laisser des petits potentats locaux concurrencer le monopole étatique des mesures liberticides, quand même ? Manquerait plus que ça...

Petite avancée notable cependant, on a vite permis aux polices municipales de contrôler le bon respect des mesures de confinement. Il aurait été dommage de manquer de bras, au moment où ça commençait à enfin devenir drôle, alors on a cherché du renfort. Belle promotion ! Ça devait bien changer des histoires de crottes de chien, de dépôts sauvages sur les trottoirs ou de bagnoles garées n'importe comment.

À tous les échelons, désormais, on partageait un seul mot d'ordre : montrer que ça ne rigole pas !